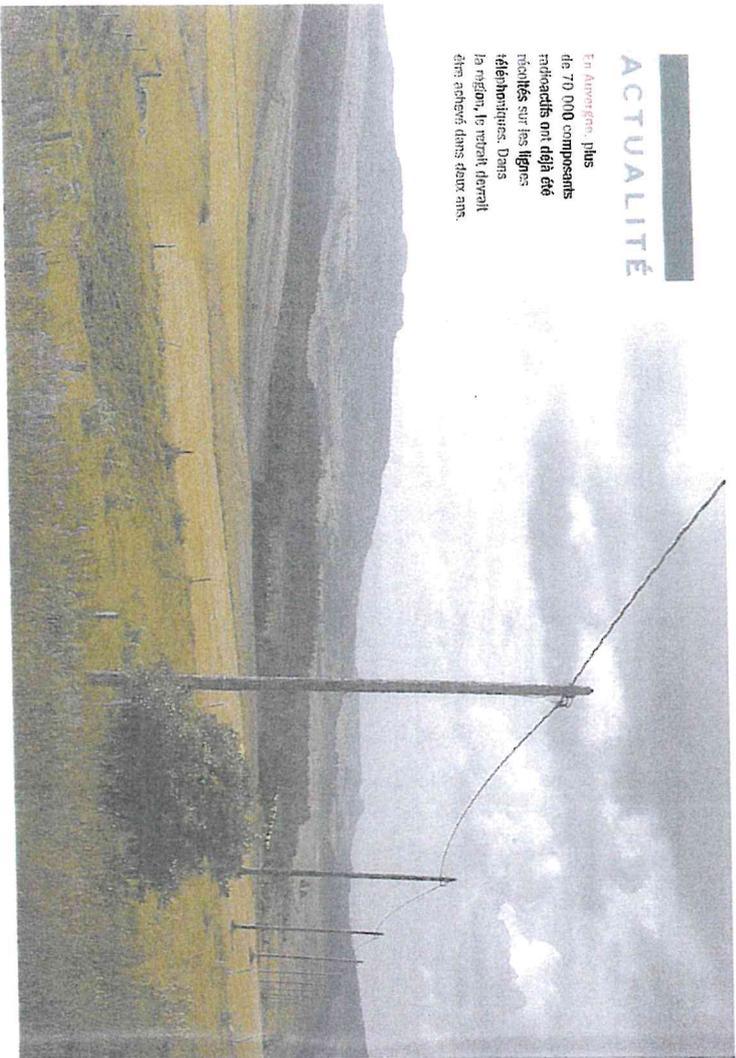


En Auvergne, plus de 70 000 composants radioactifs ont déjà été retirés sur les lignes téléphoniques. Dans la région, le retrait devrait être achevé dans deux ans.



© AFP/PHOTOGRAPHY

Parasurtenseurs. Trois ans après nos révélations sur l'existence d'un risque radioactif lié aux parasurtenseurs sur les lignes téléphoniques, Orange lance son plan de retrait de ces ampoules de verre. En confiant cette mission à risque à des sous-traitants.

Quand Orange sous-traite le risque radioactif

C'est parti ! Orange a lancé son plan de retrait national des parasurtenseurs radioactifs, ces ampoules de verre à radionucléides protégeant les lignes téléphoniques des surtensions. Mais en choisissant de recourir à la sous-traitance, l'opérateur va externaliser le risque d'exposition aux rayonnements ionisants qui y est associé.

La mise en œuvre du retrait des parasurtenseurs se fera sous l'œil de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) et de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

« Les modalités ont été définies conjointement suite à l'expérimentation des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) de l'unité d'intervention (UI) Auvergne », assure Orange, qui verrouille la communication sur le dossier.

De fortes exigences de productivité

Ce plan est en principe très cadré, mais les représentants du personnel, comme Franck Refouvet, mobilisé depuis près de dix ans sur l'affaire, s'inquiètent. Et pour cause : Orange a décidé de

confier le démantèlement aux sociétés qui expertisent le parc de poteaux téléphoniques. Le risque d'exposition va peser sur ces entreprises soumises à de fortes exigences de productivité et qui interviennent désormais sur 70% du territoire. Leur périmètre, qu'Orange appelle « zones blanches », s'étend au fur et à mesure des départs en retraite ou à temps partiel des anciens agents

France Télécom.

Comment s'assurer que les différents intervenants de la longue chaîne de sous-traitance seront bien informés et bien équipés et

qu'ils respectent les règles de radioprotection des travailleurs ?

« C'était le dossier à garder en interne ! On est certain que ça va provoquer des expositions dues à la surcharge de travail chez les sous-traitants », déclare Yves Colombat. Avec les syndicalistes volontaires de la mission « parafoudres », cet

Il a fallu deux jours et demi pour collecter

758 parafoudres radioactifs, dont 5 au radium 226.

ancien dessinateur, élu CGT, a écumé toutes les installations téléphoniques d'Auvergne et récolté plus de 70 000 composants radioactifs. Dans cette région pilote, « tout est sous contrôle, le retrait sera fini dans deux ans ». Des agents dédiés procèdent avec un équipement de protection spécifique (gants, masque), un dispositif de suivi

dosimétrique comprenant une baguette et un dosimètre de poitrine trimestriel, ainsi qu'un détecteur de rayonnements ionisants.

Sur chaque poteau, la manipulation prend au moins une demi-heure, même pour quelqu'un d'aguerré. Il faut identifier les parafoudres à l'œil ou au grésille-ment du radiamètre, les décomposer, les trier et les placer dans des boîtes métalliques pour éviter qu'ils ne cassent et que le gaz radioactif ne s'en échappe, puis remplir deux fiches : identification et transport. En décembre dernier, il a fallu deux jours et demi pour collecter 758 parafoudres radioactifs, dont 5 au radium 226, dans 20 boîtes du secteur de Bézenat (Allier).

Informez les jeunes contractuels

Ces modalités de démantèlement sont consignées dans l'autorisation que l'ASN a délivrée à Orange le

11 septembre dernier pour cinq ans renouvelables. Il en faudra huit pour traiter les boîtes de protection accrochées sur les millions de poteaux et trois pour les milliers de réparateurs des centres téléphoniques.

« Le démantèlement s'est fait au fur et à mesure de la présentation du plan dans les CHSCT », indique Orange, qui refuse de répondre à des questions de détail sur ses obligations de donner l'ordre des lignes à intervenir. Dans les UI, la prévention des risques se fera donc selon la sensibilité des directions au principe de précaution, l'implication du CHSCT et l'intelligence du préventeur ou de la personne compétente en radioprotection.

A Saint-Vallée (Ille-et-Vilaine), le catalogue des 38 parafoudres radioactifs est désormais affiché dans la salle de départ, pour rappeler le risque aux anciens, et surtout informer les jeunes contractuels d'Orange. Mais pour le moment,

A la SNCF aussi ?

Suite à des témoignages récurrents d'agents de la mission « parafoudres » du CHSCT de l'unité d'intervention Auvergne d'Orange ont mené des « excursions » sur les voies de chemin de fer désaffectées du Cantal et de l'Auvergne. Et ils ont fait plusieurs trouvailles. Sur la ligne Aurillac-Bort-les-

Anglants-de-Salers, où la voie ferrée a été transformée en piste cyclable, une ancienne guérite abandonnée en briques peintes d'orange, ouverte à tous les vents, présente des supports de parafoudres vides. Ces découvertes ne sont pas étonnantes, car la SNCF a longtemps disposé de son propre réseau téléphonique.

Sur la ligne Aurillac-Bort-les-Anglants, un coffret non sécurisé avec 12 parafoudres radioactifs a été découvert.

Orange, près de l'ancienne gare SNCF de Lempdes, Franck Refouvet, membre du CHSCT auvergnat et véritable expert du sujet, a découvert un coffret non sécurisé avec 12 parafoudres radioactifs. À l'intérieur encore sur des parafoudres encore sur des parafoudres à Dargacq, ainsi que sur l'ancienne ligne Montluçon-Montins. A

installé le long des voies ferrées. Aujourd'hui encore, des opérateurs de téléphonie sont chargés de la surveillance de l'équipement et de la maintenance des installations de téléphonie ferroviaire entre les gares et avec les trains. Plusieurs personnes responsables par Eric Vignatier (CGT) en Langue-d'Oc. Roussillon as-

surent travailler avec une nouvelle génération de parafoudres. « Le réseau a été très vite modernisé en fibre par intervention d'un tiers de sociétés », explique-t-il, mais il peut rester des parafoudres radioactifs sur le réseau désaffecté.

Mobiliser les CHSCT. Pour Benoît de l'union syndicale Solidaires, s'est emparé du sujet. Il projette d'interroger les agents travaillant sur des petites lignes, désaffectées ou non, de se renseigner auprès des retraités qui ont pu manipuler ces parafoudres radioactifs dans les années 1970 et, enfin, de censurer les cas de cancers qui paraissent atypiques chez les anciens opérateurs de téléphonie. Sind-Ball prévoit de mobiliser les CHSCT et interroger la direction à l'issue de cette phase d'enquête.

Enfin, selon nos informations, il semble qu'à Metz France, des denrées ayant été entreposées auprès de l'ancien parafoudres au Britannium. #

